

2026



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario

Suivi des dépenses 2025-2026 : T4



Résumé

- Le présent rapport contient des renseignements sur les dépenses non auditées du gouvernement de l'Ontario (la province) jusqu'à la fin de l'exercice 2025-2026 (31 mars 2026).

Changements apportés au plan de dépenses 2025-2026

- Dans le budget de l'Ontario 2025, la province a démarré l'exercice 2025-2026 avec un plan de dépenses de 232,5 milliards de dollars.
- La province peut modifier son plan de dépenses au cours de l'exercice, soit en demandant une autorisation de dépenses supplémentaires à l'Assemblée législative, soit en réaffectant des dépenses entre différents programmes au moyen de décrets du Conseil du Trésor.
- À la fin de l'exercice le 31 mars 2026, le plan de dépenses de la province avait augmenté de 6,7 milliards de dollars (2,9 %), pour atteindre 239,2 milliards de dollars.
- Dans les différents secteurs, on a noté des augmentations des plans de dépenses de la **santé** (4,9 milliards de dollars, 5,4 %), de l'**éducation postsecondaire** (1,4 milliard de dollars, 10,9 %), des **services à l'enfance et des services sociaux et communautaires** (1,1 milliard de dollars, 5,2 %), de la **justice** (0,6 milliard de dollars, 8,4 %) et de l'**éducation** (0,3 milliard de dollars, 0,6 %). Ces augmentations au plan de dépenses ont été partiellement compensées par une diminution du plan de dépenses des « **autres programmes** » (-0,5 milliard de dollars, -1,3 %) et un prélèvement de 1,0 milliard de dollars nets sur le **fonds de prévoyance**.

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement au plan de dépenses révisé

- Sur la base des renseignements disponibles, le BRF estime que les dépenses non auditées de la province en 2025-2026 s'élevaient à 236,5 milliards de dollars. Comparativement au plan de dépenses révisé de 239,2 milliards de dollars, les dépenses non auditées étaient inférieures de 2,7 milliards de dollars (-1,1 %) par rapport aux prévisions.
- Les dépenses inférieures aux prévisions concernaient les secteurs suivants : « **autres programmes** » (-551 millions de dollars, -1,4 %), suivi des **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** (-524 millions de dollars, -3,2 %), de l'**éducation postsecondaire** (-388 millions de dollars, -2,7 %), de l'**éducation** (-341 millions de dollars, -0,8 %) et de la **justice** (-175 millions de dollars, -2,4 %). Cela était partiellement compensé par des dépenses plus élevées que prévu dans les secteurs de la **santé** (1 217 millions de dollars, ou 1,3 %) ainsi que des **services à l'enfance et services sociaux et communautaires** (3 millions de dollars, ou 0,0 %). De plus, le **fonds de prévoyance** présentait un solde en fin d'exercice de 1 989 millions de dollars, ce qui contribue au niveau inférieur des dépenses par rapport aux prévisions.
- Pour obtenir des renseignements sur tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante : <https://fao-on.org/fr/EM-2025-2026-Q4-Spending>.

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement au plan de dépenses auditées de 2024-2025

- Le présent rapport compare également les dépenses non auditées de 2025-2026 aux dépenses auditées de 2024-2025 afin de placer les tendances de dépenses provinciales dans leur contexte et de relever les modifications importantes apportées aux dépenses d'un exercice sur l'autre.

- Le BRF estime que les dépenses de l'exercice 2025-2026 étaient supérieures de 9,2 milliards de dollars (4,1 %) aux dépenses de 2024-2025.
- La plus forte augmentation d'une année sur l'autre concernait le secteur de la **santé** (5 605 millions de dollars, 6,1 %), suivi de l'**éducation** (2 595 millions de dollars, 6,5 %), des **services à l'enfance et services sociaux et communautaires** (692 millions de dollars, 3,3 %) et enfin des **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** (553 millions de dollars, 3,7 %). Ces augmentations étaient partiellement compensées d'un exercice sur l'autre par des diminutions des dépenses dans l'**éducation postsecondaire** (-126 millions de dollars, -0,9 %), la **justice** (-88 millions de dollars, -1,2 %) et les « **autres programmes** » (-21 millions de dollars, -0,1 %),
- Les dépenses auditées finales de 2025-2026 seront disponibles dans les Comptes publics de l'Ontario 2025-2026, qui seront publiés en septembre 2026.

État du fonds de prévoyance

- Le fonds de prévoyance est utilisé pour faire face aux pressions qui s'exercent sur les dépenses ou aux modifications apportées aux programmes en cours d'exercice. Les fonds qu'il contient ne peuvent pas être dépensés directement par la province, ils doivent d'abord être transférés vers des programmes du gouvernement au moyen d'ordonnances du Conseil du Trésor.
- Au début de l'exercice 2025-2026, la province disposait de 3,0 milliards de dollars dans le fonds de prévoyance.
 - Au cours des premier et deuxième trimestres, la province a transféré 11 millions de dollars puis 495 millions de dollars, respectivement, du fonds de prévoyance vers divers programmes.
 - Au cours du troisième trimestre, la province a apporté un complément de 2 050 millions de dollars au fonds de prévoyance et a transféré 1 552 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes.
 - Au cours du quatrième trimestre, la province a transféré 4 174 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes et 3 171 millions de dollars de divers programmes vers le fonds de prévoyance.
 - En fin d'année, le fonds de prévoyance présentait un solde positif de 1 989 millions de dollars.

Introduction

Le présent rapport contient des renseignements sur les dépenses du gouvernement de l'Ontario (la province) jusqu'à la fin de l'exercice 2025-2026 (31 mars 2026). Ce rapport :

- circonscrit les modifications apportées au plan de dépenses 2025-2026 de la province;
- passe en revue les dépenses non auditées de 2025-2026 en regard du plan de dépenses 2025-2026, les dépenses auditées de 2024-2025 et la projection de dépenses provisoire de 2025-2026 du budget de l'Ontario de 2026;
- fait le suivi des transferts depuis et vers le fonds de prévoyance de la province.

Le présent rapport passe les dépenses en revue sur une base entièrement consolidée, comme les budgets de l'Ontario et les Comptes publics de l'Ontario. Les renseignements contenus dans ce rapport sont fondés sur l'analyse effectuée par le BRF des transactions enregistrées dans le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) de la province au 22 avril 2026, sur d'autres ajustements relevés par la province et sur les estimations du BRF des dépenses additionnelles engagées par les organismes du secteur parapublic contrôlés par la province (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et sociétés d'aide à l'enfance), les organismes de la province et les bureaux de l'Assemblée législative. Aucun des chiffres présentés n'a été audité, car les chiffres finaux audités ne sont pas disponibles avant la publication des Comptes publics de l'Ontario.

Plan de dépenses 2025-2026

Comme indiqué dans le budget de l'Ontario de 2025, la province a démarré l'exercice avec un plan de dépenses de 232,5 milliards de dollars. Ce plan de dépenses constitue le cadre légal autorisé pour les dépenses des ministères telles qu'accordées par l'Assemblée législative par l'entremise de l'examen des crédits¹, et une estimation des dépenses additionnelles engagées par les organismes du secteur parapublic contrôlés par la province (hôpitaux, conseils scolaires, collèges et sociétés d'aide à l'enfance), les organismes provinciaux et les bureaux de l'Assemblée législative.

Changements apportés au plan de dépenses 2025-2026

La province peut modifier son plan de dépenses au cours de l'année, soit en demandant une autorisation de dépenses supplémentaires à l'Assemblée législative par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses, soit en réaffectant des dépenses entre différents programmes au moyen de décrets du Conseil du Trésor.

Après la prise en compte du Budget supplémentaire des dépenses, des Ordres du Conseil du Trésor et d'autres ajustements, le plan de dépenses de la province était en hausse de 6,7 milliards de dollars (2,9 %), atteignant 239,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice au 31 mars 2026. Dans les différents secteurs, l'augmentation la plus élevée d'un plan de dépenses concernait le secteur de la santé (4,9 milliards de dollars, 5,4 %), suivi par l'éducation postsecondaire (1,4 milliard de dollars, 10,9 %), les services à l'enfance et services sociaux et communautaires (1,1 milliard de dollars, 5,2 %), la justice (0,6 milliard de dollars, 8,4 %) et l'éducation (0,3 milliard de dollars, 0,6 %). Ces augmentations au plan de dépenses ont été partiellement compensées par une diminution du plan de dépenses des « autres programmes » (-0,5 milliard de dollars, -1,3 %) et d'un prélèvement de 1,0 milliard de dollars nets sur le fonds de prévoyance.

¹ L'autorité de dépenser temporaire est tout d'abord accordée par l'Assemblée législative en vertu de la *Loi portant affectation anticipée de crédits*, avec l'autorité de dépenser finale accordée ensuite en vertu de la Loi de crédits. L'autorité de dépenser permanente est également accordée par l'entremise d'autres lois pour un nombre limité de programmes.

Tableau 1
Changements au plan de dépenses 2025-2026, par secteur, en millions de dollars

Secteur	Plan de dépenses 2025-2026	Changements au T1	Changements au T2	Changements au T3	Changements au T4	Changements totaux	Plan de dépenses 2025-2026 révisé
Santé	91 131	-	-	1 487	3 401	4 888	96 019
Éducation	42 720	-	-	-	275	275	42 995
Éducation postsecondaire	12 986	-	-	1 429	-7	1 422	14 408
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	20 359	-	-	-	1 066	1 066	21 424
Justice	6 743	-	10	<1	559	569	7 312
Autres programmes	39 360	11	230	585	-1 322	-496	38 864
Fonds non affectés :							
Fonds de prévoyance	3 000	-11	-495	497	-1 003	-1 011	1 989
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	16 198	-	-	-	-	-	16 198
Total	232 497	-	-254	3 999	2 968	6 713	239 209

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Analyse des troisième et quatrième trimestres

Cette section met en évidence les changements clés apportés au plan de dépenses lors du troisième et du quatrième trimestre, par secteur. Pour obtenir des renseignements sur tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante : <https://fao-on.org/fr/EM-2025-26-Q4-Spending>.

Santé : 4 888 millions de dollars de hausse. Les changements notables incluent :

- 2 373 millions de dollars de hausse pour l'Assurance-santé de l'Ontario (crédit-poste 1405-1), principalement destinés à la rémunération des médecins et praticiens;
- 1 171 millions de dollars de hausse pour les Services de santé (crédit-poste 1416-1), notamment 449 millions de dollars pour le Fonctionnement des hôpitaux, 263 millions de dollars pour les Soins à domicile, 185 millions de dollars pour les Centres de santé communautaire, 135 millions de dollars pour le Programme de lutte contre les dépendances et 101 millions pour les Hôpitaux psychiatriques spécialisés, partiellement compensés par une baisse de 153 millions de dollars pour les Services communautaires de santé mentale;
- 810 millions de dollars de hausse pour les Programmes de médicaments (crédit-poste 1405-2);
- 354 millions de dollars de hausse pour les Programmes provinciaux (crédit-poste 1412-1), notamment 288 millions de dollars de hausse pour les Services communautaires et prioritaires;
- 280 millions de dollars de hausse pour les Programmes et l'administration (crédit-poste 1416-2), notamment 92 millions de dollars pour les Services de traitement du cancer et 81 millions de dollars pour les Programmes pour la main-d'œuvre dans le domaine de la santé;

- 198 millions de dollars de hausse pour les Services de santé d'urgence (crédit-poste 1412-2), principalement pour les services d'ambulance municipaux et aériens;
- 124 millions de dollars de hausse pour la Santé de la population et santé publique (crédit-poste 1406-4);
- 343 millions de dollars de baisse pour le Programme de foyers de soins de longue durée (crédit-poste 4502-1), qui finance le fonctionnement et le développement des foyers de soins de longue durée;
- 1 982 millions de dollars de baisse pour le Programme d'immobilisations dans le domaine de la santé (crédit-poste 1407-1), principalement pour les Projets visant les grands hôpitaux.

Éducation : 275 millions de dollars de hausse. Les changements notables incluent :

- 438 milliards de dollars de hausse pour le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario;
- 136 millions de dollars de baisse pour le Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (charges d'immobilisations) (crédit-poste 1002-3), principalement pour les Subventions d'immobilisations — conseils scolaires;
- 196 millions de dollars de baisse pour les Politiques et prestation des programmes (crédit-poste 1002-1), principalement pour les Subventions de fonctionnement — conseils scolaires.

Éducation postsecondaire : 1 422 millions de dollars de hausse, notamment 1 422 millions de dollars de hausse pour le Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (crédit-poste 3002-1), principalement pour les Programmes d'aide financière pour les étudiantes et les étudiants.

Services à l'enfance et services sociaux et communautaires : 1 066 millions de dollars de hausse. Les changements notables incluent :

- 547 millions de dollars de hausse pour le Soutien financier et soutien à l'emploi (crédit-poste 702-3), notamment 457 millions de dollars pour le programme Ontario au travail — soutien financier;
- 181 millions de dollars de hausse pour les Soutiens aux particuliers et aux familles (crédit-poste 702-21), notamment 66 millions de dollars pour le Soutien aux victimes de violence et 66 millions de dollars pour les Besoins particuliers complexes;
- 175 millions de dollars de hausse pour les Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière*;
- 136 millions de dollars de hausse pour les Enfants et jeunes à risque (crédit-poste 702-20), notamment 94 millions de dollars pour les Services de protection de l'enfance.

Justice : 559 millions de dollars de hausse. Les changements notables incluent :

- 202 millions de dollars de hausse pour les Services en établissement (crédit-poste 2605-3);
- 109 millions de dollars de hausse pour les Règlements — autre, *Loi sur la responsabilité civile de l'État* et le contentieux administratif;
- 100 millions de dollars de hausse pour la Direction des relations extérieures (crédit-poste 2603-5), principalement pour l'Entente fédérale-provinciale sur les services policiers des Premières nations;
- 107 millions de dollars de baisse pour les Télécommunications des services d'urgence (crédit-poste 2614-1).

Autres programmes : 737 millions de dollars de baisse. Les changements notables incluent :

- 993 millions de dollars de hausse pour le ministère des Transports, Transports en commun (charges d'immobilisations) (crédit-vote 2702-3), notamment 1 159 millions de dollars de hausse pour Metrolinx (charges d'immobilisations) et une baisse de 141 millions de dollars pour les Transports en commun des municipalités (charges d'immobilisations);
- 595 millions de dollars de hausse pour le ministère des Transports — Transports en commun (fonctionnement) (crédit-poste 2702-2), notamment 490 millions de dollars pour les Subventions de fonctionnement de Metrolinx;
- 573 millions de dollars de hausse pour le ministère de l'Énergie et des Mines — Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (crédit-poste 2905-1), principalement pour la Remise de l'Ontario pour l'électricité;
- 167 millions de dollars de hausse pour le ministère des Affaires municipales et du Logement — Activités relatives aux municipalités et au logement (crédit-poste 1909-1), notamment 90 millions de dollars pour l'Aide aux municipalités suite à la tempête de verglas (fonctionnement);
- 138 millions de dollars de hausse pour le ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence — Gestion des situations d'urgence Ontario (crédit-poste 5401-2);
- 103 millions de dollars de hausse pour le ministère des Transports — Opérations et entretien (crédit-poste 2707-1);
- 102 millions de dollars de hausse pour le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs — Assainissement de l'environnement (charges d'immobilisations) (crédit-poste 1116-5);
- 113 millions de dollars de baisse pour le ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences — Système Emploi Ontario (charges d'immobilisations) (crédit-poste 1607-4), principalement pour le Fonds pour le développement des compétences (immobilisations);
- 154 millions de dollars de baisse pour le ministère de l'Infrastructure — Projets du gouvernement relatifs à l'infrastructure (crédit-poste 4007-2), notamment 182 millions de dollars pour l'Aménagement axé sur les transports en commun — East Harbour;
- 252 millions de dollars de baisse pour le ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences — Système Emploi Ontario (fonctionnement) (crédit-poste 1607-4), notamment 126 millions de dollars pour le volet Formation du Fonds pour le développement des compétences;
- 505 millions de dollars de baisse pour le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce — Développement économique, Création d'emplois et Commerce (crédit-poste 902-13), notamment 226 millions de dollars pour les Investissements stratégiques, 118 millions de dollars pour le Développement des terres industrielles et 90 millions de dollars pour Croissance Ontario;
- 1 306 millions de dollars de baisse pour le ministère de l'Énergie et des Mines — Réseau à large bande, charges d'immobilisations (crédit-poste 2907-2), pour les programmes d'infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande.

Dépenses non auditées de 2025-2026

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement au plan de dépenses révisé

Comme indiqué plus haut, le plan de dépenses révisé de la province pour 2025-2026 était de 239,2 milliards de dollars. Sur la base de renseignements fournis au BRF par la province et de l'estimation par le BRF des dépenses supplémentaires engagées par les organismes du secteur parapublic, les agences provinciales et les bureaux de l'Assemblée législative, le BRF estime que les dépenses non auditées de la province en 2025-2026 étaient de 236,5 milliards de dollars. Globalement, les dépenses non auditées de 2025-2026 étaient inférieures de 2,7 milliards de dollars (- 1,1 %) par rapport aux prévisions révisées de la province.

Les dépenses inférieures aux prévisions concernaient les secteurs suivants : « autres programmes » (-551 millions de dollars, -1,4 %), suivi des charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette (-524 millions de dollars, -3,2 %), de l'éducation postsecondaire (-388 millions de dollars, -2,7 %), de l'éducation (-341 millions de dollars, -0,8 %) et de la justice (-175 millions de dollars, -2,4 %). Cela était partiellement compensé par des dépenses plus élevées que prévu dans les secteurs de la santé (1 217 millions de dollars, ou 1,3 %) ainsi que des services à l'enfance et services sociaux et communautaires (3 millions de dollars, ou 0,0 %). De plus, le fonds de prévoyance présentait un solde en fin d'exercice de 1 989 millions de dollars, ce qui contribue au niveau inférieur des dépenses par rapport aux prévisions.

Tableau 2

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement au plan de dépenses révisé, par secteur, en millions de dollars

Secteur	Plan de dépenses 2025-2026 révisé	Dépenses non auditées de 2025-2026	Dépenses non auditées comparativement au plan de dépenses révisé	Dépenses non auditées comparativement au plan de dépenses révisé (en pourcentage)
Santé	96 019	97 236	1 217	1,3
Éducation	42 995	42 654	-341	-0,8
Éducation postsecondaire	14 408	14 020	-388	-2,7
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	21 424	21 428	3	0,0
Justice	7 312	7 136	-175	-2,4
Autres programmes	38 864	38 312	-551	-1,4
Fonds non affectés :				
Fonds de prévoyance	1 989	-	-1 989	S.O.
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	16 198	15 674	-524	-3,2
Total	239 209	236 460	-2 749	-1,1

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Le reste de cette section met en évidence les dépenses clés des programmes qui étaient supérieures et inférieures au plan en 2025-2026. Pour obtenir des renseignements sur les dépenses de tous les programmes et ministères de la province, consultez le site Web du BRF à l'adresse suivante :

<https://fao-on.org/fr/EM-2025-26-Q4-Spending>.

Dépenses dans le secteur de la santé : 1 217 millions de dollars (1,3 %) de plus que prévu. Certains des points saillants incluent :

- 128 millions de dollars de plus que prévu en dépenses législatives pour les fournitures et l'équipement;
- 131 millions de dollars de moins que prévu dans les Services de santé (crédit-poste 1416-1), notamment 88 millions de dollars de moins pour les paiements de transfert vers les hôpitaux;
- 139 millions de dollars de moins que prévu pour l'Assurance-santé de l'Ontario (crédit-poste 1405-1), qui administre les paiements aux médecins et aux praticiens;
- 201 millions de dollars de moins que prévu dans le Programme de foyers de soins de longue durée (fonctionnement) (crédit-poste 4502-1), qui finance le fonctionnement et le développement des foyers de soins de longue durée;
- 1 560 millions de dollars nets de plus que prévu pour les crédits-postes restants, ainsi que les redressements de consolidation et autres redressements du secteur de la santé.

Dépenses dans le secteur de l'éducation : 341 millions de dollars (- 0,8 %) de moins que prévu. Certains des points saillants incluent :

- 151 millions de dollars de moins que prévu dans le Programme pour la garde d'enfants et la petite enfance — Élaboration des politiques et prestation des programmes (crédit-poste 1004-1), notamment 146 millions de dollars de moins pour les Services de garde d'enfants;
- 305 millions de dollars de moins que prévu en Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (crédit-poste 1002-3), qui finance l'infrastructure scolaire;
- 114 millions de dollars nets de plus que prévu pour les crédits-postes restants, ainsi que les redressements de consolidation et autres redressements du secteur de l'éducation.

Dépenses dans le secteur de l'éducation postsecondaire : 388 millions de dollars (-2,7 %) de moins que prévu, ce qui est largement dû à une baisse de 372 millions de dollars des dépenses de fonctionnement autofinancées estimées par les collèges en raison d'une baisse des revenus des droits de scolarité des étudiants étrangers et 28 millions de dollars de moins en subventions de fonctionnement pour les collèges.

Dépenses du secteur de la justice : 175 millions de dollars (-2,4 %) de moins que prévu pour divers programmes.

Dépenses dans le secteur des autres programmes : 551 millions de dollars (-1,4 %) de moins que prévu. Certains des points saillants incluent :

- 367 millions de dollars de plus que prévu pour le ministère des Transports, Transport en commun (charges d'immobilisations) (crédit-poste 2702-3), notamment 413 millions de dollars de plus pour les projets d'infrastructure de Metrolinx;
- 107 millions de dollars de moins que prévu pour le Développement économique, Création d'emplois et Commerce (crédit-poste 902-13);
- 161 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère de l'Énergie et des Mines, Programmes d'atténuation du prix de l'électricité (crédit-poste 2905-1);
- 207 millions de dollars de moins que prévu pour le ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences — Système Emploi Ontario (crédit-poste 1607-1), notamment 140 millions de dollars de moins pour le volet Formation du Fonds pour le développement des compétences;

- 442 millions de dollars nets de moins que prévu pour les crédits-postes restants et redressements de consolidation et autres redressements du secteur des « autres programmes ».

Dépenses d'intérêt sur la dette : 524 millions de dollars (-3,2 %) de moins que prévu.

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement au plan de dépenses auditées de 2024-2025

Le présent rapport compare également les dépenses non auditées de 2025-2026 aux dépenses auditées de 2024-2025 afin de placer les tendances de dépenses provinciales dans leur contexte et de relever les modifications importantes apportées aux dépenses d'un exercice sur l'autre.

Comme indiqué plus haut, le BRF estime que la province a dépensé 236,5 milliards de dollars en 2025-2026. Ce montant était supérieur de 9,2 milliards de dollars (4,1 %) aux sommes dépensées en 2024-2025. La plus forte augmentation des dépenses d'une année sur l'autre concernait le secteur de la santé (5 605 millions de dollars, 6,1 %), suivi de l'éducation (2 595 millions de dollars, 6,5 %), des services à l'enfance et services sociaux et communautaires (692 millions de dollars, 3,3 %) et enfin des charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette (553 millions de dollars, 3,7 %). Ces augmentations étaient partiellement compensées d'un exercice sur l'autre par des diminutions des dépenses dans l'éducation postsecondaire (-126 millions de dollars, -0,9 %), la justice (-88 millions de dollars, -1,2 %), et les « autres programmes » (-21 millions de dollars, -0,1 %).

Tableau 3

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement aux dépenses auditées de 2024-2025, en millions de dollars

Secteur	Dépenses auditées de 2024-2025	Dépenses non auditées de 2025-2026	2025-2026 comparativement à 2024-2025	2025-2026 comparativement à 2024-2025 (en pourcentage)
Santé	91 631	97 236	5 605	6,1
Éducation	40 059	42 654	2 595	6,5
Éducation postsecondaire	14 146	14 020	-126	-0,9
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	20 736	21 428	692	3,3
Justice	7 224	7 136	-88	-1,2
Autres programmes	38 334	38 312	-21	-0,1
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	15 122	15 674	553	3,7
Total	227 251	236 460	9 209	4,1

Sources : Analyse par le BRF des Comptes publics de l'Ontario 2024-2025 et renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

- Le **secteur de la santé** a dépensé 5 605 millions de dollars (6,1 %) de plus en 2025-2026 par rapport à 2024-2025, principalement en raison de dépenses en hausse pour :
 - les Dépenses de fonctionnement des hôpitaux (1 815 milliards de dollars);
 - la Rémunération des médecins et praticiens (1 725 millions de dollars);
 - les Projets visant les grands hôpitaux (1 101 millions de dollars);
 - les Soins à domicile (454 millions de dollars);
 - les Programmes des foyers de soins de longue durée (crédit-poste 4502-1) (358 millions de dollars);
 - les Programmes de médicaments de l'Ontario (crédit-poste 1405-2) (208 millions de dollars);
 - les Services de traitement du cancer (145 millions de dollars);
 - la Formation clinique (120 millions de dollars);
 - les Épidémies (101 millions de dollars);
 - les Services essentiels fondés sur la population et les recherches appliquées sur le système de santé (99 millions de dollars);
 - les Centres de santé communautaire (95 millions de dollars);
 - les Services communautaires de santé mentale (91 millions de dollars);

partiellement contrebalancés par une baisse des dépenses pour :

 - l'équipement de protection individuelle et les fournitures et équipements essentiels (-108 millions de dollars).
- Le **secteur de l'éducation** a dépensé 2 595 millions de dollars (6,5 %) de plus en 2025-2026 par rapport à 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses supérieures pour :
 - le programme Garde d'enfants et petite enfance (1 352 millions de dollars);
 - les Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires (747 millions de dollars);
 - le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (487 millions de dollars);
 - les Subventions d'immobilisations pour conseils scolaires (286 millions de dollars).
- Le **secteur de l'éducation postsecondaire** a dépensé 126 millions de dollars (-0,9 %) de moins en 2025-2026 qu'en 2024-2025, en grande partie en raison de la baisse des dépenses de fonctionnement par les collèges (-1 575 millions), laquelle est largement compensée par une hausse des dépenses d'aide financière aux étudiantes et étudiants (1 065 millions de dollars) et des subventions pour les coûts de fonctionnement des universités (351 millions de dollars).
- Le **secteur des services à l'enfance et des services sociaux et communautaires** a dépensé 692 millions de dollars (3,3 %) de plus en 2025-2026 qu'en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses plus élevées pour :
 - les Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* (crédit 702) (177 millions de dollars);
 - le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées — soutien financier (161 millions de dollars);

- les Résidences avec services de soutien à l'autonomie pour les personnes ayant une déficience intellectuelle (112 millions de dollars);
- le Soutien aux victimes de violence (90 millions de dollars).
- Le **secteur de la justice** a dépensé 88 millions de dollars (-1,2 %) de moins en 2025-2026 qu'en 2024-2025, ce qui est dû principalement à une baisse des dépenses pour :
 - les Règlements du ministère du Procureur général — autre, *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* (-396 millions de dollars);
 qui a été partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses pour :
 - le ministère du Solliciteur général — Services de santé, Traitements et salaires (127 millions de dollars);
 - le ministère du Solliciteur général — Services régionaux et circulation, Traitements et salaires (73 millions de dollars).
- Le **secteur des autres programmes** a dépensé 21 millions de dollars (-0,1 %) de moins en 2025-2026 qu'en 2024-2025, ce qui est dû principalement à des dépenses inférieures pour :
 - le ministère de l'Infrastructure — Aménagement axé sur les transports en commun, East Harbour (-100 millions de dollars);
 - le ministère des Affaires municipales et du Logement — Fonds pour l'accélération de la construction (charges d'immobilisations) (-114 millions de dollars);
 - le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement — Équipement de protection personnelle/fournitures et équipements essentiels (-120 millions de dollars);
 - le ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences — Emploi et formation, Système Emploi Ontario (crédit-poste 1607-1) (-185 millions de dollars);
 - le ministère des Affaires municipales et du Logement — Programmes de prévention de l'itinérance (nouvel accord) (-240 millions de dollars);
 - le ministère des Transports — Metrolinx (charges d'immobilisations) (-446 millions de dollars);
 - le ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations — Crédits législatifs, Fonds d'aide en cas d'incapacité due à la pollution au mercure — fiduciaire, *Loi de 1986 sur la convention de règlement relative à la contamination par le mercure du réseau hydrographique English-Wabigoon* (-752 millions de dollars);
 - le ministère des Finances — Remise aux contribuables de l'Ontario (-2 941 millions de dollars);
 contrebalancés par des dépenses plus élevées pour :
 - le ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement — Services d'applications et de technologie de l'information (crédit 1818) (659 millions de dollars) en raison de la consolidation des services de TI d'autres ministères vers le MSPEA. Cette augmentation des dépenses a été largement compensée par des diminutions des dépenses dans différents ministères;
 - le ministère des Finances — Crédits législatifs, Fonds ontarien pour la construction, *Loi de 2024 sur le Fonds ontarien pour la construction* (469 millions de dollars);

- le ministère de l'Énergie et des Mines — Remise de l'Ontario pour l'électricité (362 millions de dollars);
- le ministère de l'Infrastructure — Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements (329 millions de dollars);
- le ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence — Gestion des situations d'urgence Ontario (Fonctionnement) (268 millions de dollars);
- le Ministère de l'Infrastructure — Programme pour l'infrastructure municipale et le logement (259 millions de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor, Avantages sociaux et prestations de retraite (144 millions de dollars);
- le ministère des Transports — Commission de transport Ontario Northland (charges d'immobilisations) (137 millions de dollars);
- le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce — Investissements stratégiques, crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario (135 millions de dollars);
- le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise — Fonds de promotion des vins de l'Ontario (132 millions de dollars);
- le ministère des Richesses naturelles — Protection du public, services (108 millions de dollars);
- le ministère des Transports — Exploitation et entretien, services (108 millions de dollars);
- le ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce — Investissements stratégiques, aménagement des terrains à usage industriel (106 millions de dollars);
- Les **charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette** étaient plus élevées de 553 millions de dollars (3,7 %) durant la première moitié de 2025-2026 par rapport à la même période en 2024-2025.

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement à la projection provisoire du budget de l'Ontario de 2026

Ce rapport compare également les dépenses non auditées de 2025-2026 avec la projection de dépenses provisoire pour 2025-2026 présentée par la province dans le budget de l'Ontario de 2026 qui a été publiée le 26 mars 2026.

Dans le budget de l'Ontario de 2026, la province a fait une projection de dépenses provisoire de 238,4 milliards de dollars pour 2025-2026. Comme indiqué plus haut, le BRF estime que les dépenses non auditées s'élevaient à 236,5 milliards de dollars en 2025-2026. De manière générale, les dépenses non auditées de la province en 2025-2026 s'élevaient à 2,0 milliards de dollars (-0,8 %) de moins que la projection provisoire des dépenses présentée par la province dans le budget de l'Ontario de 2026. On estime que les dépenses non auditées seront plus faibles que la projection de dépenses provisoire dans tous les secteurs, les différences les plus importantes survenant dans les secteurs des « autres programmes » (-0,7 milliard de dollars, -1,9 %), de la santé (-0,6 milliard de dollars, -0,6 %), des charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette (-0,4 milliard de dollars, -2,3 %) et de la justice (-0,2 milliard de dollars, -2,7 %).

Tableau 4

Dépenses non auditées de 2025-2026 comparativement aux prévisions de dépenses provisoires pour 2025-2026 présentées dans le budget de l'Ontario de 2026, en millions de dollars

Secteur	Projection provisoire pour 2025-2026	Dépenses non auditées de 2025-2026	Dépenses non auditées comparativement à la projection provisoire	Dépenses non auditées comparativement à la projection provisoire (en pourcentage)
Santé	97 823	97 236	-587	-0,6
Éducation	42 697	42 654	-43	-0,1
Éducation postsecondaire	14 030	14 020	-10	-0,1
Services à l'enfance, services sociaux et communautaires	21 459	21 428	-31	-0,1
Justice	7 335	7 136	-199	-2,7
Autres programmes*	39 043	38 312	-731	-1,9
Charges liées à l'intérêt et aux autres frais du service de la dette	16 047	15 674	-373	-2,3
Total	238 434	236 460	-1 974	-0,8

* Les charges du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RREO) sont incluses dans les chiffres du secteur de l'éducation.

Sources : Budget de l'Ontario 2026 et analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Les dépenses auditées finales de 2025-2026 seront disponibles dans les Comptes publics de l'Ontario 2025-2026, qui seront publiés en septembre 2026.

État du fonds de prévoyance

Le fonds de prévoyance est utilisé pour faire face aux pressions qui s'exercent sur les dépenses ou aux modifications apportées aux programmes en cours d'exercice. Les fonds qu'il contient ne peuvent pas être dépensés directement par la province, ils doivent d'abord être transférés vers des programmes du gouvernement au moyen d'ordonnances du Conseil du Trésor.

Au début de l'exercice 2025-2026, la province disposait de 3,0 milliards de dollars dans le fonds de prévoyance.

- Au cours des premier et deuxième trimestres, la province a transféré 11 millions de dollars et 495 millions de dollars, respectivement, du fonds de prévoyance vers divers programmes.
- Au cours du troisième trimestre, la province a apporté un complément de 2 050 millions de dollars au fonds de prévoyance et a transféré 1 552 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes.
- Au cours du quatrième trimestre, la province a transféré 4 174 millions de dollars du fonds de prévoyance vers divers programmes et 3 171 millions de dollars de divers programmes vers le fonds de prévoyance.
- En fin d'année, le fonds de prévoyance présentait un solde positif de 1 989 millions de dollars.

Tableau 5

État du fonds de prévoyance en 2025-2026, en millions de dollars

Solde d'ouverture	Transferts vers les ministères au T1	Transferts vers les ministères au T2	Complément au T3	Transferts vers les ministères au T3	Transferts vers les ministères au T4	Transferts vers le fonds de prévoyance au T4	Solde à la fin de l'exercice
3 000	-11	-495	2 050	-1 552	-4 174	3 171	1 989

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Tableau 6
État du fonds de prévoyance en 2025-2026, en millions de dollars

Ministère/programme	En millions de dollars
Solde d'ouverture du fonds de prévoyance au 1^{er} avril 2025	3 000
Moins : Total des transferts vers les ministères au premier trimestre	-11
Moins : Total des transferts vers les ministères au deuxième trimestre	-495
Plus : Complément du troisième trimestre	2 050
Transferts vers les ministères au troisième trimestre	
Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité	
Coûts de fonctionnement liés à la recherche	<1
Ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence	
Gestion des situations d'urgence Ontario — Services	51
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	
Infrastructure des parcs de l'Ontario (biens immobilisés)	2
Parcs Ontario — Services	2
Ministère de la Santé	
Fonctionnement des hôpitaux	664
Soins à domicile	369
Programmes de santé communautaire	<1
Ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations	
Projets d'immobilisations dans le cadre des partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	20
Initiatives dans le cadre des partenariats économiques et communautaires avec les Autochtones	2
Ministère des Richesses naturelles	
Protection du public	60
Initiatives pour le secteur forestier	27
Gestion durable des richesses naturelles — Services	20
Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord	
Soutien économique pour le Nord de l'Ontario	42
Ministère du Sport	
Subventions pour les événements sportifs et les initiatives relatives au sport	24
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Jeux	
Subventions pour la culture	2
Ministère des Transports	
Subventions de fonctionnement de Metrolinx	225
Initiatives de sécurité en matière de transport	42
Moins : Total des transferts vers les ministères au troisième trimestre	-1 552
Transferts du quatrième trimestre vers les ministères	
Bureau du Conseil des ministres	
Bureau principal	2
Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Agroentreprise	
Fonds de promotion des vins de l'Ontario	22
Divers programmes	20
Ministère du Procureur général	
Crédit d'impôt pour contributions politiques	2
Administration de la justice	1
Relations avec les organismes et les tribunaux	1
Centres de justice — Partenariats communautaires	1
Divers programmes	174

Ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires	
Programme Ontario au travail — Soutien financier*	457
Services aux enfants et aux adultes (actifs de fonctionnement)*	194
Enfants et jeunes à risque	1
Crédit d'impôt pour les activités des enfants	<1
Divers programmes*	421
Ministère des Affaires civiles et du Multiculturalisme	
Divers programmes	1
Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité	
Administration du ministère	1
Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce	
Crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario	56
Crédit d'impôt pour l'investissement dans le développement régional	38
Administration du ministère	<1
Divers programmes	1
Ministère de l'Éducation	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour la garde d'enfants	31
Politiques et prestation des programmes	2
Divers programmes	1
Ministère de la Protection civile et de l'Intervention en cas d'urgence	
Gestion des situations d'urgence Ontario (fonctionnement)	87
Gestion des situations d'urgence Ontario (biens immobilisés)	6
Subventions pour la préparation aux situations d'urgence communautaires — Charges d'immobilisations	4
Fonds pour la préparation aux situations d'urgence et le renforcement des capacités — Charges d'immobilisations	1
Administration du ministère	1
Divers programmes	<1
Ministère de l'Énergie et des Mines	
Divers programmes	1
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs	
Assainissement de l'environnement (charges d'immobilisations)	35
Divers programmes	3
Ministère des Finances	
Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1
Divers programmes	2
Ministère des Affaires francophones	
Coordination des affaires francophones	2
Ministère de la Santé	
Paiements effectués au titre des services et soins fournis par des médecins et autres praticiens*	2 252
Administration du ministère	2
Intendance	1
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être	<1
Divers programmes*	4
Ministère des Affaires autochtones et de la Réconciliation économique avec les Premières Nations	
Divers programmes	7
Ministère de l'Infrastructure	
Divers programmes	2

Ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences		
Administration du ministère	2	
Normes pour l'emploi	1	
Divers programmes	1	
Bureau de la lieutenant-gouverneure		
Bureau de la lieutenant-gouverneure	<1	
Ministère des Soins de longue durée		
Divers programmes	1	
Ministère des Affaires municipales et du Logement		
Aide aux municipalités suite à la tempête de verglas (fonctionnement)	90	
Aide aux entreprises suite à la tempête de verglas	1	
Aide aux municipalités suite à la tempête de verglas (charges d'immobilisations)	1	
Divers programmes	52	
Ministère des Richesses naturelles		
Gestion durable des richesses naturelles	3	
Administration du ministère	<1	
Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord		
Divers programmes	<1	
Ministère des Services au public et aux entreprises et de l'Approvisionnement		
ServiceOntario	3	
Services organisationnels d'information et de technologie de l'information	2	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services de santé	1	
Divers programmes	42	
Ministère des Affaires rurales		
Divers programmes	<1	
Ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité		
Initiatives d'accessibilité	10	
Divers programmes	<1	
Ministère du Solliciteur général		
Subventions aux sciences judiciaires	5	
Centre des services judiciaires	3	
Divers programmes	5	
Ministère du Sport		
Divers programmes	<1	
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Jeux		
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	14	
Divers programmes	1	
Ministère des Transports		
Crédit d'impôt de l'Ontario aux personnes âgées pour le transport en commun	2	
Exploitation et entretien	1	
Divers programmes	4	
Secrétariat du Conseil du Trésor		
Centre pour le personnel, la culture organisationnelle et le talent	2	
Relations de travail et rémunération	2	
Bureau du contrôleur général	1	
Divers programmes	84	
Moins : Total des transferts du quatrième trimestre vers les ministères		-4 174

Transferts du quatrième trimestre depuis les ministères vers le fonds de prévoyance

Bureau du Conseil des ministres

Bureau principal <1

Ministère des Collèges et Universités, de l'Excellence en recherche et de la Sécurité

Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (actifs de fonctionnement)	30
Subventions d'immobilisations — Collèges	20
Fonds pour la recherche en Ontario — Infrastructure de recherche	10
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (biens immobilisés)	3
Coûts de fonctionnement liés à la recherche	2

Ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce

Investissements stratégiques	226
Développement économique, création d'emplois et commerce (actifs de fonctionnement)	200
Développement de terrains à usage industriel	118
Croissance Ontario	90
Fonds pour Investissements Ontario	83
Programme d'aide aux collectivités affectées par les barrières tarifaires	25
Fonds L'Ontario, ensemble pour le commerce	17
Fonds pour l'emploi et la prospérité et Autres programmes de soutien aux entreprises	14
Réseau ontarien d'innovation pour les véhicules	6
Mobilisation des collectivités autochtones	1
Divers programmes	20

Ministère de l'Éducation

Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires	198
Subventions d'immobilisations — Conseils scolaires	136

Ministère de l'Énergie et des Mines

Infrastructure des réseaux cellulaire et à large bande	687
Développement et gestion de l'énergie (actifs de fonctionnement)	162
Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées de l'Ontario	2
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	2

Ministère des Finances

Remise aux contribuables de l'Ontario	42
Régime de revenu annuel garanti	7
Assistance temporaire et locale autre	4
Partenariats avec les Premières Nations	1
Programme d'aide aux boutiques de vin	1
Accords de partenariat pour la conformité fiscale	<1
Divers programmes	20

Ministère de l'Infrastructure

Aménagement axé sur les transports en commun — East Harbour	182
Infrastructures communautaires, culturelles et récréatives — contributions provinciales	10
Surveillance des projets de partenariat d'infrastructure et des agences	10
Infrastructures vertes (contributions provinciales)	6
Infrastructure municipale	6
PIIC — volet Résilience à la COVID-19 — contribution provinciale	1

Ministère du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences

Fonds pour le développement des compétences — Immobilisations	132
Volet Formation du Fonds pour le développement des compétences	115



Intervention communautaire et compétences fondamentales	60
Services d'emploi intégrés	18
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'éducation coopérative	14
Prévention pour la santé et la sécurité au travail (biens immobilisés)	4
Subventions aux programmes de prévention	2
Bureau de la prévention	<1
Divers programmes	3
Ministère des Soins de longue durée	
Foyers de soins de longue durée — Aménagement	180
Foyers de soins de longue durée — Fonctionnement	90
Foyers de soins de longue durée — Renforcement de la capacité du système et modernisation	69
Ministère des Richesses naturelles	
Sécurité publique et interventions d'urgence (Actifs de fonctionnement)	25
Protection du public	6
Ministère du Développement et de la croissance économique du Nord	
Programme Avantage énergétique pour le Nord	18
Ministère des Affaires rurales	
Programme de développement des collectivités rurales de l'Ontario	6
Ministère des Services aux aînés et de l'Accessibilité	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les soins à domicile à l'intention des aînés	19
Ministère du Sport	
Subventions à l'appui des sports et des loisirs	49
Subventions pour les événements sportifs et les initiatives relatives au sport	21
Plus : Total des transferts du quatrième trimestre depuis les ministères vers le fonds de prévoyance	3 171
Solde du fonds de prévoyance en fin d'année	1 989

*En raison des limites des données, les montants sont des estimations du BRF.

Source : Analyse par le BRF des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

À propos du présent document

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario.

Préparé par :

[Michelle Gordon](#) (chef de l'analyse financière), [Matthew Stephenson](#) (chef principal de l'analyse financière) et [Lisa Barkova](#) (analyste financière), sous la supervision de [Matthew Gurnham](#) (directeur de l'analyse financière) et [Luan Ngo](#) (chef de l'analyse financière).

Le présent rapport se fonde sur des données publiques et des renseignements fournis par le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Conformément au mandat du BRF visant à fournir à l'Assemblée législative de l'Ontario une analyse économique et financière indépendante, ce rapport ne fait aucune recommandation.



Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario

2, rue Bloor Ouest, bureau 900, Toronto (Ontario) M4W 3E2 | fao-on.org/fr | info@fao-on.org | 416-644-0702

Ce document est également disponible en format accessible et peut être téléchargé au format PDF depuis notre site Web.

ISSN 2562-9891

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2026